

Zeitschrift: Action : Zivilschutz, Bevölkerungsschutz, Kulturgüterschutz = Protection civile, protection de la population, protection des biens culturels = Protezione civile, protezione della popolazione, protezione dei beni culturali

Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband

Band: 49 (2002)

Heft: 7

Rubrik: Cantons

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Edito romand

Tout est prévu...

Le séminaire de Schwarzenbourg a été exemplaire. Sitôt la nouvelle Loi fédérale votée par les Chambres, les «pilotes» sortaient déjà de leur carton les réponses à des questions qui ne se sont pas encore posées formellement. Par exemple, comment gérer un service de logistique, d'assistance à quelques milliers de personnes (et les sauveteurs...!) avec un personnel aussi restreint, et sans moyens de transport? Une parade possible, pour les stratèges, consiste à mettre en avant la collaboration inter quelque chose. D'ailleurs elle est prévue par les textes. Point. Pour les cantons, qui lorgnaient déjà sur le parc inutilisé de l'armée pour combler quelques déficits, ici ou là, patatras! Il n'est pas question de compter sur «notre» partenaire.

Quant aux conséquences financières pour les communes, on n'ose pas trop y penser; plus exactement, la réponse se trouve aussi dans les futurs textes cantonaux. Les communes recevront une facture. Point. Après tout, en cas de malheur, les cantons pourront toujours voler au secours des plus démunies (pour mémoire, suivre le feuilleton «BCV» dans le canton de Vaud).

Alors, amer? Pas du tout. Depuis sa constitution, la PCI travaille dans l'ombre. Elle a accepté toutes les missions, même les plus gratifiantes (!). C'est le côté philanthropique (même si ce mot ne fait pas trop «tendance») des membres qui la composent qui rend l'institution indispensable. Point.

Et voilà que quelques citoyens décident de lancer un référendum. Ce qui les motive, c'est d'abord le sentiment désagréable qu'une modification touchant à la sécurité de la population se fasse dans le dos des citoyens. Que cette nouvelle Loi s'articule sur des modèles théoriques, sans offrir la souplesse que lui conférerait sa gestion par la Confédération. A la lecture des entrefilets parus dans la presse, certains politiciens jugent déjà que ce référendum n'a aucune chance d'aboutir. Les résultats, parfois surprenants, de récentes votations devraient pourtant les inciter à plus de prudence, non?

Enfin, la rédaction d'*action* remercie très sincèrement ses fidèles lectrices et lecteurs, en leur donnant rendez-vous l'année prochaine. D'ici là, passez toutes et tous d'agréables et lumineuses fêtes! *René Mathey*

EXERCICE «KOMBO» DANS LA RÉGION DE GAMPÉL

Un engagement d'envergure... et «show»



On hélicoptère les blessés graves.

Plus de 400 participants pour ce premier exercice impliquant tous les partenaires à la Protection de la population du Haut-Valais, dans le cadre de la gare de Gampel-Steg. Plus de cinquante invités, dont des représentants des autorités communales du Haut-Valais et la majorité des responsables des services cantonaux de la sécurité de Suisse latine ont assisté à un engagement de quelques heures pour un exercice qui aura duré deux jours. Démonstration réussie.

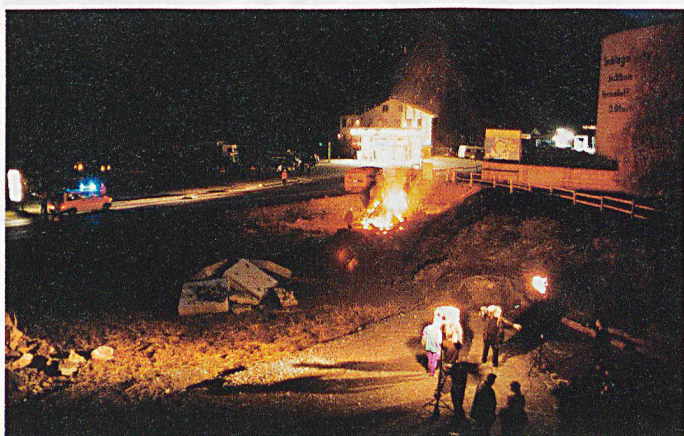
RENÉ MATHEY

Le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) du canton du Valais avait fort bien organisé cet exercice-démonstration. Pris en charge dès leur arrivée, les invités étaient véhiculés, sans perte de temps, directement sur les lieux des interventions. Il faut dire que l'on ne pouvait rêver mieux comme cadre d'action: la gare de Gampel-Steg, avec une route cantonale importante, d'impression-

nants réservoirs de carburant et les voies de chemin de fer à proximité. Même le temps, humide et froid, avait ce côté sinistre soulignant le décor. On peut tout au plus regretter de ne pas avoir pu suivre d'autres phases, peut-être moins spectaculaire, mais qui auraient pu donner une mesure plus exacte de l'engagement et des efforts de coordination qu'implique un exercice d'envergure.



Les pompiers se déploient dans le terrain.



Tout commence par l'explosion d'une citerne de camion.



Les sapeurs-pompiers mettent leurs moyens en place.



Le camion accidenté et sa remorque (en contrebas) sont recouverts de mousse.



David Schnyder expose les grandes lignes de la phase que vont suivre les invités.

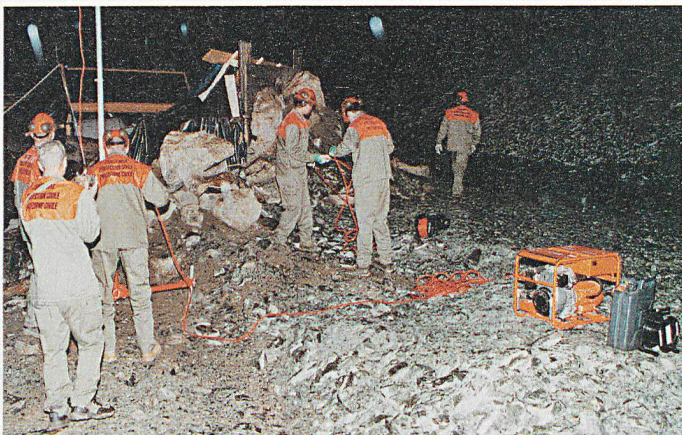
En fait, l'exercice Kombo se déroulait sur deux jours, soit en quatre phases, comme l'a expliqué David Schnyder, chef du service. Les invités-spectateurs ont eu droit à la phase B, soit la plus spectaculaire, destinée surtout à montrer l'importance des moyens dont doivent disposer les forces de secours en cas de catastrophe. Cette phase a vu travailler ensemble (bien sûr pas forcément en même temps et aux mêmes endroits): un état-major

de conduite communal (avec une régie), les sapeurs-pompiers, les samaritains, la PCi, les services techniques et de santé, l'armée, du personnel d'un train de secours des CFF.

Le déroulement lui-même de cette phase de l'exercice avait ce côté un peu show qui n'avait rien de particulièrement choquant d'ailleurs et qui montrait bien les difficultés auxquelles sont confrontés les services de secours et d'intervention. Lors d'un événement

qui prend de l'ampleur, tout devient vite compliqué et demande de plus en plus de compétences de la part de tous les partenaires. De plus, et on l'a bien senti, une grande rigueur dans la coordination des moyens, afin de conserver une marge de sécurité suffisante (en moyens et en hommes) pour intervenir éventuellement en d'autres lieux.

Pour ceux qui sont directement impliqués dans l'incident, le déroulement des secours



Pendant ce temps, la PCI installe un éclairage de secours.

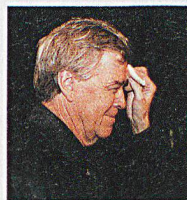
est affreusement lent, voire inefficace; l'affect l'emporte sur la raison. Pour les intervenants aussi d'ailleurs. D'où la nécessité absolue de disposer d'une cellule de conduite bien formée et responsable, et d'un encadrement rigoureux dans le terrain qui soit à la hauteur des missions et des objectifs à atteindre. C'est dans de telles circonstances que le vieux précepte de management: ne rien faire, tout faire faire, ne rien laisser faire d'autre, prend toute sa dimension.

Enfin, les invités ont encore assisté à une phase assez inusitée, soit l'intervention d'un groupe de spécialistes sur un téléphérique bloqué au-dessus d'une peu avenante paroi. Il s'agissait, pour ces spécialistes, de partir d'un pylône supérieur, au moyen d'une sorte de chariot, pour organiser l'évacuation de quatre personnes (dont un handicapé et sa chaise roulante) prisonnières de la cabine. Là encore, le temps égrène son cours d'une manière qui paraît d'une incroyable lenteur. □

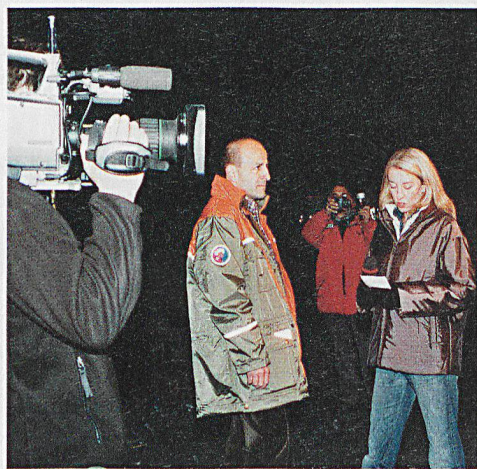


L'armée monte un réservoir d'eau complémentaire.

Aldo Facchini, chef de la PCI tessinoise, passe à l'interview pour les besoins d'un film tourné par l'OFPC.



David Schnyder au maquillage...



Un blessé est réconforté après sa désincarcération.



On dégaze l'entrée d'un «bâtiment».